

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**

**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

Cabinet de GUILLOUX Alice

Dossiers n° N° RG 20/01023 et 20/01024  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MYXT  
Minute n° : 20/00190



**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA  
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN  
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE  
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Le 18 Septembre 2020 à 10h31**

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assistée de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français avec interdiction de retour d'une durée de deux ans émis par le préfet des Bouches du Rhône le 3 juillet 2020 à l'encontre de

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE le 15 Septembre 2020 à l'encontre de :

**M. A**  
**né le 29 Janvier 1990 ;** **LA (MAROC)**  
**de nationalité Marocaine**

notifiée à l'intéressé le 15 Septembre 2020 à 10h32 ;

Vu la requête de M. A en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 16 septembre 2020 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le 16 septembre à 12h46 ;

Vu la requête de M. A en date du 16 Septembre 2020 reçue et enregistrée le 16 Septembre 2020 à 14h03 tendant à la prolongation de la rétention de M. A ans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le



greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE**, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT, dûment habilité ;

en présence de Monsieur EL AMRANI Mustapha interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. \_\_\_\_\_ présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Sanoussy CISSE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

### **DEROULEMENT DES DEBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

M. \_\_\_\_\_ et avec l'aide de l'interprète : j'ai déjà été placé au centre de rétention de Marseille. J'ai fait deux mois et je suis sorti. J'ai fait de la prison et on m'a ramené au centre de rétention de Sète. J'ai attrapé une maladie en prison, on m'a dit la tuberculose. J'ai demandé à la prison des documents mais on m'a rien donné. Je souffre beaucoup de ma jambe. J'ai demandé à la prison de m'envoyer ça mais ils répondent pas.

Je veux partir en Italie, j'ai vécu en Italie, je connais la langue et il y a mon oncle là-bas.

**L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative en reprenant les éléments de la requête oralement à l'audience :**

- sur l'insuffisance de motivation spécifique au regard de la vulnérabilité et du handicap et sur le défaut d'examen de la vulnérabilité : il conteste la décision de placement au regard de l'article L551-1 I du CESEDA. Monsieur a des problèmes de santé. Il a un problème à la jambe. Il parle de kyste qui peut être cancérogène. La prison a son dossier médical. Son problème de santé se voit même s'il n'est pas médecin. Il a demandé à être examiné par un médecin. Cet examen n'a pas été fait. Dès lors qu'un étranger demande à être vu par un médecin, il doit l'être. Le préfet aurait du prendre en compte cet état de santé.

- sur l'absence de perspective d'éloignement : il y a une absence totale de perspectives d'éloignement. L'administration est consciente de cet état de fait. Il y a une prolongation pour le Maroc jusqu'au 10 octobre 2020.

Il dit qu'il a la possibilité de partir. Il est conscient qu'il faut qu'il exécute la mesure sinon il ne sera jamais régularisé.

Il doit être maintenu en rétention pour le temps strictement nécessaire à l'éloignement qui est impossible en l'espèce. Je ne vois pas de démarches effectuées.

C'est inadmissible de garder ces personnes deux mois en rétention pour ensuite les libérer. Quand vous interrogez les personnes, ils préfèrent rester en prison que d'être au centre de rétention.



**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur la contestation du placement en rétention et sur le fond :**

- sur l'insuffisance de motivation spécifique au regard de la vulnérabilité et du handicap et sur le défaut d'examen de la vulnérabilité : l'examen de la situation a été effectué le 17 juillet 2020. Aucun élément ne vient démontrer que l'état de santé ne pourrait pas être compatible avec une rétention.

Dès son arrivée au CRA de Sète, il a fait l'objet d'un examen médical, qui est automatique même s'il n'est pas demandé par l'intéressé. Cet examen n'a pas dévoilé un éventuel handicap ou un problème de santé incompatible avec une rétention.

- sur l'absence de perspective d'éloignement : la préfecture a fait les démarches dès le 15 septembre 2020 pour la délivrance d'un laissez passer consulaire de l'intéressé. Depuis le 15 juillet 2020, le Maroc a autorisé la reprise des liaisons maritimes et aériennes pour les ressortissants marocains, quelque soit leur situation.

Il est prématuré d'affirmer aujourd'hui que les perspectives d'éloignement ne sont pas réelles. On est dans le cadre d'une demande de première prolongation.

Il a déjà fait l'objet d'une OQTF sous une autre identité. Il n'a pas de domicile fixe. Son comportement constitue un trouble à l'ordre public. Il a des mentions à son casier judiciaire.

Je vous demande la prolongation de la rétention administrative pour 28 jours.

N. \_\_\_\_\_ **lare, en français et avec l'aide de l'interprète** : quand je suis arrivé au CRA, je n'ai pas vu le médecin. Je souffre vraiment, j'ai une maladie. Je ne peux pas rester au centre. Je suis resté en prison. J'ai été à l'hôpital, le médecin m'a dit que c'était un kyste. J'ai demandé à la prison des Baumettes, on m'a dit d'attendre car c'était le confinement. Quand je suis sorti de la prison, j'ai demandé mon dossier mais on m'a rien donné.

Je suis marocain. Je suis parti depuis 7 ans. Je suis allé en Belgique et en Italie. Je suis en France depuis 2019. J'ai été au centre de rétention administrative de Marseille. On m'a libéré au bout de deux mois. J'ai vu le consulat tunisien et algérien mais je suis marocain.

J'ai travaillé au Maroc, dans un traiteur en tant que serveur.

Au centre, j'ai vu un psychologue. J'ai dit que je préférerais rentrer au Maroc que de rester au centre. Je souffre beaucoup de ma santé et ça fait 7 ans que je n'ai pas vu ma mère.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

Monsieur I. \_\_\_\_\_ et son avocat soutiennent, notamment, qu'il n'existe aucune perspective raisonnable d'éloignement et qu'aucune diligence n'a été réalisée par l'autorité préfectorale en vue de procéder à l'éloignement.

Selon l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : «Un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.»

En l'espèce, Monsieur A. \_\_\_\_\_ a été placé en rétention administrative le 15 septembre 2020.

Au dossier figure un laissez-passer émanant du consulat du Maroc en date du 20/01/2020 indiquant une validité pour 60 jours.

Le Préfet justifie avoir envoyé un courrier au consulat du Maroc le 15/09/2020.

Cependant, ce courrier ne sollicite aucunement le renouvellement du laissez-passer. Ce courrier a uniquement pour objet d'informer le consulat du Maroc du placement en rétention administrative de Monsieur B. \_\_\_\_\_

Par ailleurs, le Préfet indique dans sa saisine qu'il n'existe aucun moyen de transport disponible à destination du Maroc avant le 15/10/2020.



Cependant, cette affirmation n'est étayée par aucun élément du dossier. Le Préfet ne justifie aucunement avoir sollicité un moyen de transport en vue de procéder à l'éloignement de Monsieur

En l'absence de toute diligence de l'autorité préfectorale en vue de procéder à l'éloignement de Monsieur , il convient de considérer que les dispositions de l'article L.554-1 du CESEDA n'ont pas été respectées, que l'intéressé n'est pas actuellement placé en rétention pour un temps strictement nécessaire à son départ et, en conséquence, il convient de rejeter la requête en prolongation de la rétention, sans qu'il soit nécessaire d'examiner les autres moyens soulevés au titre de la contestation de la mesure.

**PAR CES MOTIFS :**

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**REJETONS** la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DES BOUCHES DU RHONE** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que M. A est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

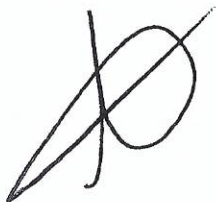
**INFORMONS M.** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 18 Septembre 2020 à *MhA*.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,

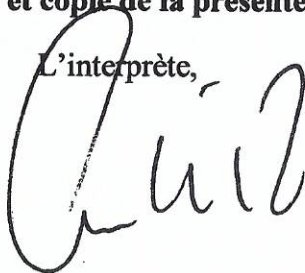


**Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 18 Septembre 2020 :**

L'intéressé,



L'interprète,



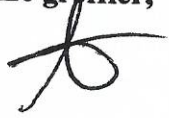
L'avocat du retenu,



Le représentant du préfet,

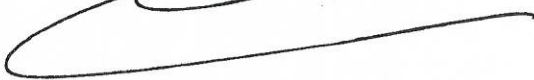


Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 18  
Septembre 2020 à 14 h 23,  
Le greffier,



M. P. UGHETTO  
Nous, Vice-Procureur de la République, déclarons ne pas interjeter appel de la présente décision,  
Le procureur de la République,

18 SEP. 2020



Constatons que le 18 Septembre 2020 à 14 h 25, le procureur de la République n'a pas  
interjeté appel de la présente décision,  
Le greffier,

